



La guerre frauduleuse de l'OTAN au nom des femmes

Par [George Szamuely](#)

Mondialisation.ca, 08 mars 2019

26 janvier 2019

Thème: [Désinformation médiatique](#), [Droits des femmes](#), [Guerre USA OTAN](#)

Cet article a été publié initialement par Mondialisation.ca le 26 janvier 2018.

Dans un récent article du [Guardian](#) intitulé « Why NATO Must Defend Women's Rights » (Pourquoi l'OTAN doit défendre les droits des femmes), le secrétaire général de l'agence, Jens Stoltenberg, et la star de cinéma Angelina Jolie affirment que « l'OTAN a la responsabilité et l'occasion d'être un défenseur de premier plan des droits des femmes ». En outre, elle « peut devenir le chef de file militaire mondial en matière de prévention et de réponse à la violence sexuelle lors des conflits ». Tous deux se sont engagés à identifier « les moyens par lesquels l'OTAN peut renforcer sa contribution à la protection et à la participation des femmes dans tous les aspects de la prévention et de la résolution des conflits ».

L'association d'un bureaucrate de l'OTAN et d'une actrice de cinéma célèbre pourrait paraître étrange à première vue. Cependant ce partenariat a nécessité beaucoup de temps. Il y a quelques années, l'OTAN, toujours à la recherche d'une raison pour justifier son existence, sans parler de son expansion constante, a trouvé une nouvelle raison d'être : elle serait la championne mondiale des femmes. « Réaliser l'égalité entre les genres est notre tâche collective. Et l'OTAN fait sa part » a [déclaré](#) Mari Skåre, la représentante spéciale pour les femmes, la paix et la sécurité de l'OTAN, en 2013. En mars 2016, lors de la Journée internationale pour les droits des femmes, l'OTAN a [organisé](#) une conférence dite « *Barbershop Conference* » sur l'égalité des genres. Stoltenberg a saisi l'occasion pour déclarer que *l'égalité des sexes* était une question terriblement importante pour l'OTAN, parce que « *l'OTAN est une organisation basée sur des valeurs et aucune des valeurs fondamentales de l'Alliance - libertés individuelles, démocratie, droits et l'homme et primauté du droit - ne fonctionne sans égalité* ». La diversité est une source de force. « *Nous avons appris en Afghanistan et dans les Balkans qu'en intégrant la question du genre dans nos opérations, nous faisons une différence tangible dans la vie des femmes et des enfants* » a expliqué Stoltenberg. Il a souligné que l'OTAN est fière de son bilan en matière d'intégration dans son travail des perspectives de genre. En novembre dernier, Stoltenberg a [remis ça](#) : « *L'autonomisation des femmes n'est pas seulement la bonne chose à faire, c'est la chose intelligente à faire : cela rend les pays plus sûrs et plus stables. L'OTAN est déterminée à faire une différence.* »

L'OTAN a en effet fait une différence mais pas en autonomisant les femmes. Lorsqu'elle n'est pas occupée à bombarder, à tuer, à faire sauter des ponts et des bâtiments, à détruire des réceptions de mariage, à dynamiser des djihadistes, à provoquer des flots de réfugiés et à ruiner les vies d'innombrables femmes, l'OTAN organise des points de presse onctueux,

des conférences d'auto-satisfaction et publie des articles comme celui de Stoltenberg / Jolie, cherchant à présenter une coalition militaire gargantuesque de 29 pays comme une organisation caritative d'aide aux nécessiteux.

C'est là qu'Angelina Jolie entre en scène. Jolie est une ambassadrice de bonne volonté du Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) et, à ce titre, elle parcourt le monde pour reprocher à la « *communauté internationale* » de ne pas faire assez pour résoudre les crises humanitaires. Son point de vue sur ces crises est systématiquement le même que celui de l'OTAN. « *Il est important que nous intervenions en temps opportun* » a-t-elle [expliqué](#) un jour, « *diplomatiquement si nous le pouvons, par la force si nous le devons* ». En octobre 2011, après sept mois de bombardements incessants, Jolie s'est précipitée en Libye et a [salué](#) avec enthousiasme la « *révolution* » libyenne.

« Je suis ici [...] au nom du peuple libyen pour lui témoigner ma solidarité. Je pense que c'est une révolution au nom des droits de l'homme, je pense que c'est ce que ces gens ont vraiment fait et ce qu'ils ont réclamé, et il faut les aider à mettre en œuvre ces nouvelles lois et à assurer l'avenir de leur pays. »

Parfois, c'est un enthousiasme à couper le souffle pour la « *révolution* » parfois c'est un plaidoyer larmoyant pour une « *intervention humanitaire* » - Angelina Jolie est tout sauf cohérente dans sa défense de l'usage occidental de la force. À propos de la Syrie, Jolie a [déclaré](#) qu' « *une certaine forme d'intervention est absolument nécessaire* ». Elle s'est moquée des membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU qui s'opposaient à une intervention. « *Je suis convaincue que le recours au droit de veto, lorsque vous avez des intérêts financiers dans le pays, devrait être remis en question et qu'un veto contre une intervention humanitaire devrait être remis en question* » a-t-elle déclaré dans une interview. Jolie ne faisait bien sûr que reprendre les paroles violentes de l'administration Obama. Rappelez-vous la tirade de Susan Rice après le veto de la Russie et de la Chine contre une résolution de février 2012 du Conseil de sécurité appelant Bachar al-Assad à se démettre et l'armée syrienne à rentrer dans ses casernes. Rice, alors représentante permanente pour les États-Unis à l'ONU, a [qualifié](#) les vétos de « *dégoûtants et honteux* ». Les pays « *qui ont potentiellement bloqué le dernier effort pour résoudre ce problème pacifiquement [...] auront du sang sur les mains* ».

Ce genre d'attaque contre les membres du Conseil de sécurité qui recourent au droit de veto est devenu un incontournable de tous ceux qui prônent l'intervention humanitaire. Par exemple, l'ancien président français François Hollande a [déclaré](#) à l'Assemblée générale de l'ONU en septembre 2013 que lorsque des atrocités massives ont lieu, les membres permanents du Conseil de sécurité devraient renoncer à leur droit de veto :

« Les Nations unies ont la responsabilité d'agir. Et chaque fois que notre organisation se révèle impuissante, c'est la paix qui en paie le prix. C'est pourquoi je propose que les membres permanents du Conseil de sécurité définissent un code de bonne conduite et que dans l'éventualité d'un crime de masse, ils puissent décider collectivement de renoncer à leur droit de veto. »

Agir, bien sûr, c'est agir militairement. Cela ne signifie jamais, par exemple, la levée des sanctions afin que la nourriture, le pétrole, les fournitures médicales puissent passer. Au contraire, si une action militaire est écartée, les humanitaires demandent immédiatement un durcissement des sanctions. Les interventionnistes comme Hollande, Rice et autres

n'expliquent jamais pourquoi il faut que les membres permanents de l'ONU renoncent à leur droit de veto si la bonne ligne d'action est si évidente. L'hypothèse non énoncée est que toute réticence à sanctionner l'usage de la force ne peut être motivée que par des fautes morales comme la cupidité, l'égoïsme, l'ambition politique ou le manque de compassion.

L'insensibilité de la soi-disant communauté internationale était le message du film qu'Angelina Jolie a écrit et réalisé sur la guerre de 1992-1995 en Bosnie, *Au pays du sang et du miel*. Le film, [dit-elle](#), « *pointe du doigt la communauté internationale, qui aurait dû intervenir beaucoup plus tôt dans la guerre de Bosnie* ». Elle s'enorgueillit que Richard Holbrooke et Wesley Clark aient fait partie des experts qu'elle a consultés pour faire le film, deux personnalités qui ont joué des rôles importants dans la dévastation de la Bosnie et du Kosovo. Le film, comme on peut s'y attendre, met en scène de méchants Serbes persécutant d'innocents musulmans. À la question de savoir si son film aurait pu être un petit peu plus équilibré, Jolie a répondu : « *Le fait est que la guerre n'était pas équilibrée. Je ne pouvais pas réaliser un film où c'est 50-50. C'est inexact par rapport à ce qui s'est passé.* » C'est des trucs standards de l'OTAN, en particulier la partie concernant l'intervention militaire de cette dernière, qui aurait finalement amené la paix en Bosnie.

Jolie est utile à l'OTAN non seulement parce qu'on peut compter sur elle pour faire écho aux justifications de l'Alliance pour sa solution favorite à tout problème, à savoir la menace de recourir à la force. Jolie est le visage glamour de la nouvelle campagne de l'OTAN. Celle-ci voudrait nous faire croire qu'il ne s'agit pas seulement d'éclairer les sociétés arriérées mais nous aussi, citoyens des États-membres, en nous informant sur quelque chose dont nous n'avions apparemment pas conscience jusque là : les violences sexuelles se produisent en temps de guerre. Le remède évident - faire tout ce qui est possible pour éviter la guerre - n'est pas celui que l'OTAN ou Jolie privilégient. On ne peut pas vraiment s'attendre à ce que l'OTAN prône elle-même sa disparition. La langue de l'OTAN, c'est menacer et défendre l'action militaire tout en déplorant en termes larmoyants ses conséquences prévisibles, à savoir les crimes de guerre, y compris les crimes sexuels.

En avril 2014, Jolie a arpenté les Balkans avec le ministre britannique des Affaires étrangères William Hague, visitant le mémorial de Srebrenica à Potocari en Bosnie. Au cours de sa visite, Jolie a [déclaré](#) : « *Le recours au viol comme arme de guerre est un des crimes les plus cruels et les plus brutaux contre les civils. C'est du viol si brutal, avec une violence si extrême, qu'il est même difficile d'en parler.* » Hague et Jolie ont lancé une campagne commune sous le titre de « *Prévenir la violence sexuelle en situation de conflit* » dont le [but](#) était de « *lutter contre la culture de l'impunité, veiller à ce que davantage d'auteurs soient traînés en justice et garantir un meilleur soutien aux survivants. Nous faisons campagne pour alerter l'opinion publique, mobiliser une action mondiale, promouvoir la cohérence internationale et accroître la volonté et la capacité des États à faire plus.* »

Hague a expliqué sérieusement : « *J'ai commencé cette campagne avec Angelina Jolie parce que la politique ne doit pas se limiter à traiter des crises urgentes - elle doit aussi améliorer la condition humaine.* » Puis Hague s'est [échauffé](#) sur son thème : « *Des dizaines de milliers de femmes, de fillettes et d'hommes ont été violés pendant la guerre en Bosnie. Nous sommes venus ici pour attirer l'attention du monde sur leur quête de justice et pour appeler à une action mondiale pour mettre fin une fois pour toutes à l'utilisation du viol comme arme de guerre.* » Dans une [interview à la BBC](#), Hague a affirmé que les violences sexuelles dans les conflits étaient « *l'un des grands crimes de masse du XX^e et du XXI^e siècle (...)* Cela devient de pire en pire - le viol en zone de guerre, utilisé systématiquement et délibérément

contre les populations civiles ».

Hague était bien sûr ministre britannique des Affaires étrangères pendant les bombardements de l'OTAN en 2011 sur la Libye. Inutile de dire que l'OTAN n'a rien fait pour aider les femmes en Libye. Au contraire : des milliers de femmes ont perdu la vie en raison des bombes humanitaires de l'OTAN et de Hague. L'OTAN a détruit le gouvernement, la loi et l'ordre public, les institutions qui, avant son intervention, avaient protégé les femmes libyennes des crimes sexuels. Le plus frappant, l'OTAN a aidé à remettre peut-être des millions de femmes dans les mains d'ISIS. Voici un compte-rendu du record du gouvernement d'ISIS en Libye établi par Human Rights Watch (un organisme pro-interventionniste fiable) dans son [rapport de 2017](#) sur la Libye : « *Au cours du premier semestre de 2016, des combattants loyaux à ISIS contrôlaient la ville côtière centrale de Syrte et soumettaient les résidents à une interprétation rigide de la Charia qui incluait des flagellations publiques, l'amputation de membres et des lynchages publics, laissant souvent les corps des victimes exposés.* »

Ne vous faites pas de souci : en juin 2014, Hague et Jolie ont co-organisé à Londres un grand Sommet mondial de trois jours pour mettre fin à la violence sexuelle. Parmi les participants, le secrétaire d'État américain John Kerry et le Secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon. Selon un [rapport](#), le sommet a coûté £5.2 millions pour accueillir les hôtes. La facture des repas seule s'est élevée à plus de £299 000, tandis que les dépenses totales en taxis, hôtels et transport ont atteint £576 000. Jolie a [déclaré](#) :

« Nous devons briser cette culture de l'impunité et faire de la justice la norme, et non l'exception, pour ces crimes. Nous avons besoin de volonté politique, reproduite dans le monde entier, et nous devons traiter ce sujet en priorité. Nous avons besoin de voir un véritable engagement et de nous attaquer aux pires auteurs, de financer une protection adéquate pour les personnes vulnérables et d'intervenir pour aider les pays les plus touchés. Nous avons besoin que toutes les armées, les troupes de maintien de la paix et les forces de police reçoivent une formation sur la prévention de la violence sexuelle dans les conflits. »

Punir les auteurs de violences sexuelles semble assez louable. Le problème est que le bilan de l'OTAN en matière d'accusations incendiaires et d'échec à les étayer par des preuves sérieuses n'inspire pas vraiment confiance. Pendant la guerre de Bosnie, par exemple, les médias ont rapporté de manière obsessionnelle l'utilisation du viol comme instrument de guerre. En 1992, la délégation parlementaire européenne de M^{me} Ann Waburton a estimé que 20 000 viols avaient déjà eu lieu en Bosnie. En janvier 1993, *Newsweek* a publié un long article de couverture accusant les Serbes du viol de plus de 50 000 femmes, pour la plupart musulmanes, dans le cadre de « *programmes délibérés visant à imposer aux femmes musulmans des bébés serbes non désirés* ».

Des enquêtes systématiques sur le sujet ont cependant fourni des résultats insuffisamment spectaculaires pour les intégrer à l'article. Le 29 janvier 1994, le secrétaire général de l'ONU a publié un rapport sur les viols en ex-Yougoslavie, y compris en Bosnie et en Croatie, basé sur une étude de la Commission d'experts des Nations unies. Le rapport a trouvé « *126 victimes, 113 incidents, 252 auteurs présumés, 73 témoins* ». Le rapport indiquait également que « *certain cas de viol* » étaient « *à l'évidence le résultat d'un comportement individuel ou en petit groupe, sans preuve de responsabilité du commandement. D'autres pourraient faire partie d'un schéma général. En raison de la diversité des facteurs, un tel*

schéma peut mener à la conclusion qu'il existait une politique de viol systématique, mais cela reste à prouver ».

Les allégations de viols de masse étaient une composante essentielle de la campagne de propagande de l'OTAN pendant le bombardement de la Yougoslavie en 1999. Le ministre britannique des Affaires étrangères Robin Cook a régalé le public avec des contes sordides de Serbes forçant les femmes « à *subir des 'viols systématiques' dans un camp militaire de Djakovica.* » Clare Short, ministre britannique du Développement international, ajoutait que les viols étaient « *délibérément commis devant les enfants, les pères et les frères* ». Le ministère britannique des Affaires étrangères a poursuivi en prétendant avoir découvert encore trois autres camps de viol : « *Des réfugiés ont rapporté des viols orchestrés à Globocica, Urosevac et entre le Kosovo et l'Albanie.* » Ensuite, lorsqu'il fut trop tard pour s'en préoccuper, les médias, penauds, ont admis que les histoires de camps de viol, comme la plupart des allégations de l'OTAN, étaient des mensonges. Le *Washington Post* a rapporté que « *les accusations occidentales selon lesquelles il y avait des camps de viol gérés par les Serbes dans les villes de Djakovica and Pec, et des allégations mal sourcées dans certaines publications selon lesquelles les Serbes s'adonnaient à la mutilation des vivants et des morts - y compris la castration et la décapitation - se sont toutes avérées fausses* ». Même Fred Abrahams, de Human Rights Watch, qui avait travaillé comme enquêteur pour le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, a [admis](#) dans son témoignage qu'il n'avait trouvé aucune preuve à l'appui des accusations incendiaires de camps de viol.

Pourtant, l'OTAN n'a pas hésité. Au cours de sa campagne suivante, celle dirigée contre la Libye, les histoires de viol ont fait leur apparition quelques jours après le lancement des premières bombes. Susan Rice, la représentante permanente des États-Unis à l'ONU, a [informé](#) le Conseil de sécurité que le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi délivrait du Viagra à ses soldats afin de les aider à commettre des viols de masse. Même si Rice n'a présenté aucune preuve à l'appui de ses affirmations, son accusation a été suffisante pour que le procureur du Tribunal pénal international, Luis Moreno-Ocampo, annonce qu'il disposait d'« *informations confirmant que c'était la politique libyenne de violer ceux qui s'opposent au gouvernement. Le viol est un nouvel aspect de la répression* ». Moreno-Ocampo a même [accepté](#) comme confirmée l'histoire du Viagra de Rice : « *Nous trouvons certains éléments confirmant cette question de l'acquisition de médicaments de type Viagra comme outil politique. Ils ont acheté des conteneurs avec des produits pour augmenter la possibilité de violer et nous recevons des informations détaillées confirmant cette politique.* »

Au bout du compte, comme on pouvait s'y attendre, il s'est avéré que les allégations de viol de l'OTAN étaient totalement inventées. Donatella Rovera, conseillère principale pour les réponses aux crises à Amnesty International, a [rapporté](#) que l'organisation « *n'avait trouvé aucune preuve ni une seule victime de viol, ni un médecin qui connaissait quelqu'un ayant été violé* ». Rovera a également rejeté l'histoire du Viagra. Elle a déclaré que « *des rebelles en relation avec les médias étrangers à Benghazi avaient commencé à montrer aux journalistes des paquets de Viagra, affirmant qu'ils venaient de chars incendiés, même si la raison pour laquelle ces paquets n'ont pas brûlé n'est pas claire* ».

Bien qu'une allégation après l'autre se soit révélée fausse, l'OTAN continuera à les émettre, s'emparant de tout ce qui fait la question brûlante du moment. L'OTAN ne fait rien pour les femmes et ne fait rien pour mettre fin aux crimes sexuels, que ce soit dans ses États-membres ou ailleurs dans le monde. Ce que l'OTAN fait bien, grâce à son mécanisme sophistiqué de relations publiques alimenté par plusieurs millions de dollars, est de s'emparer de problèmes hautement émotionnels comme le viol et de les transformer en

justifications pour obtenir des budgets plus élevés, davantage d'armes, plus de déploiements dans un plus grand nombre de pays et, à la fin, une action militaire.

George Szamuely

Article original en anglais :



[NATO's Fraudulent War on Behalf of Women](#), publié le 11 janvier 2018

Traduit par Diane, vérifié par Wayan, relu par Cat pour [le Saker francophone](#)

George Szamuely, PhD, auteur de « [Bombs for Peace : NATO's Humanitarian War on Yugoslavia](#) » est chargé de recherches principal au Global Policy Institute de la London Metropolitan University.

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [George Szamuely](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : **[George Szamuely](#)**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca